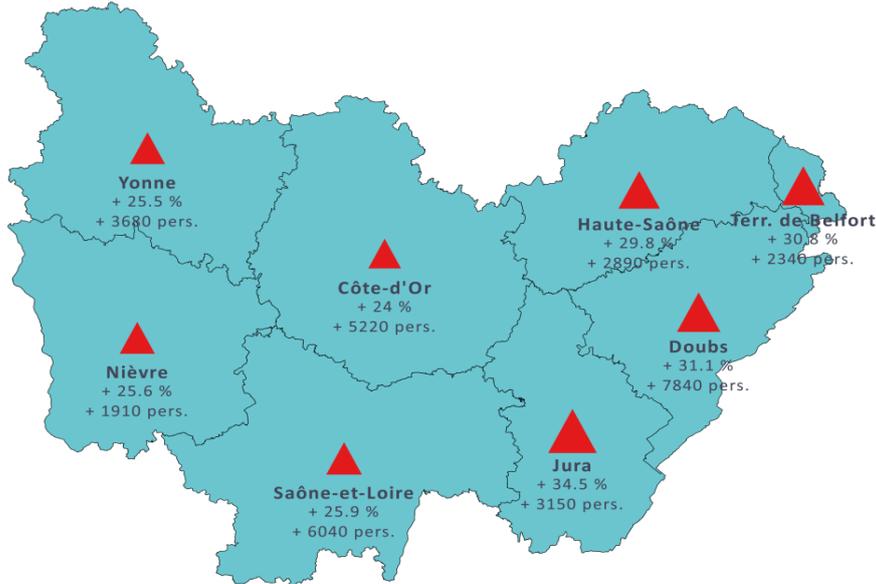


INDICATEURS TRIMESTRIELS DÉPARTEMENTAUX :

ECONOMIE, EMPLOI, MARCHÉ DU TRAVAIL ET POLITIQUES D'EMPLOI

JURA

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2020 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 24,5 % par rapport au 1^{er} trimestre 2020

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

Au premier trimestre 2020 :

L'emploi salarié (privé et public) a reculé dans le Jura de 2,3 %, soit 2 000 emplois en moins par rapport à la fin 2019. Hors intérim, l'emploi baisse dans tous les secteurs, particulièrement dans l'industrie. Sur un an, l'emploi salarié diminue de 2 % dans le département; une baisse similaire au niveau régional (-2,3 %). En lien avec les mesures de confinement la demande en intérim s'effondre et perd plus de 45 % de ses effectifs en fin de trimestre, soit près de 1 540 intérimaires. Afin de limiter les effets de la crise sanitaire sur l'emploi, le dispositif d'activité partielle a été assoupli et élargi. Entre le 1^{er} janvier et le 30 mars, plus de 3 400 établissements y ont eu recours. Environ 7 000 salariés ont été indemnisés au titre de l'activité partielle, soit 12 % des salariés du département. 919 000 heures ont ainsi été chômées au premier trimestre, ce qui correspond à environ 570 équivalents temps plein.

Au deuxième trimestre 2020

Les mesures de déconfinement intervenues le 11 mai et le 22 juin ont relancé l'activité des entreprises mais 2 100 salariés étaient toujours couverts par le dispositif d'activité partielle fin 30 juin. Les défaillances d'entreprises sont en nette diminution dans le département comme en France, en lien avec l'adaptation des textes relatifs aux procédures collectives. Les créations d'entreprises ont également chuté. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sans activité (catégorie A) enregistre sa plus forte hausse pour s'établir à 12 290 personnes. Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B, C) diminue fortement. L'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C intervient dans un contexte de baisse des entrées à Pôle emploi (-11,8 %) et de repli encore plus marqué des sorties (-27,9 %).

CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **12 290** (+ 34,5 % sur un trim.)
Cat. B, C : **6 310** (- 20,3 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **18 600** (+ 9,0 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

5,5 % au 1^{er} trimestre 2020
-0,4 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2019
(France métropolitaine : 7,6 % ; -0,2 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

83 680 au 1^{er} trimestre 2020
- 2,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2019

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 860 intérimaires au 1^{er} trimestre 2020
- 45,2 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2019

La demande d'emploi

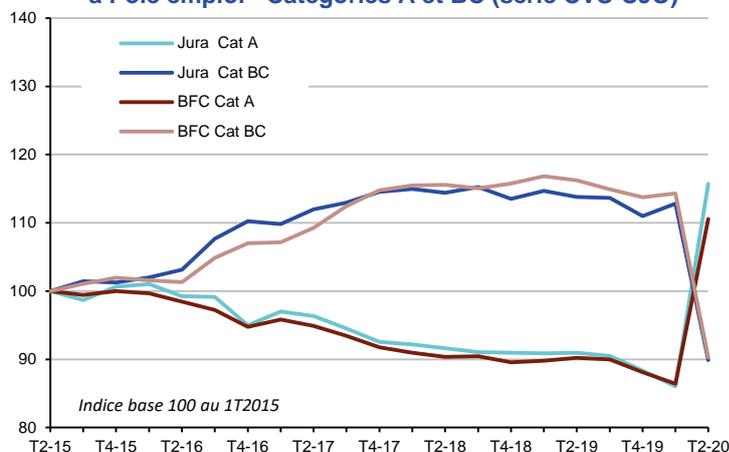
Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

	T2 2020	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Jura :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	12 290	+34,5	+27,2
Catégories B, C	6 310	-20,3	-21,0
Catégories A, B, C	18 600	+9,0	+5,4
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	151 610	+27,9	+22,6
Catégories B, C	71 620	-21,0	-22,3
Catégories A, B, C	223 240	+6,7	+3,4

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



<i>Données CVS-CJO</i>	Jura			BFC	
	T2 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	6 390	+36,8	+28,8	+31,8	+26,7
< 25 ans	1 110	+52,1	+40,5	+44,7	+39,4
25 - 49 ans	3 680	+41,0	+32,9	+35,7	+30,2
50 ans et plus	1 590	+19,5	+13,6	+16,9	+12,7
Femmes	5 900	+32,0	+25,5	+23,8	+18,2
< 25 ans	920	+48,4	+31,4	+33,5	+27,7
25 - 49 ans	3 330	+33,2	+27,1	+25,2	+19,4
50 ans et plus	1 650	+22,2	+19,6	+16,3	+11,2
Total	12 290	+34,5	+27,2	+27,9	+22,6
< 25 ans	2 040	+51,1	+36,9	+39,5	+33,9
25 - 49 ans	7 010	+37,2	+30,1	+30,5	+24,9
50 ans et plus	3 240	+20,9	+16,5	+16,6	+12,0

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

<i>Données CVS-CJO</i>	Jura			BFC	
	T2 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	8 820	+11,6	+7,7	+9,1	+6,5
< 25 ans	1 490	+21,1	+15,5	+18,2	+15,0
25 - 49 ans	5 170	+11,4	+7,5	+9,2	+6,3
50 ans et plus	2 160	+6,4	+3,3	+3,8	+1,9
Femmes	9 770	+6,7	+3,3	+4,4	+0,6
< 25 ans	1 360	+16,2	+5,4	+10,2	+3,7
25 - 49 ans	5 620	+5,4	+3,3	+3,9	+0,1
50 ans et plus	2 790	+4,5	+2,2	+2,9	0,0
Total	18 600	+9,0	+5,4	+6,7	+3,4
< 25 ans	2 850	+18,8	+10,5	+14,2	+9,4
25 - 49 ans	10 800	+8,4	+5,5	+6,4	+3,1
50 ans et plus	4 950	+5,3	+2,7	+3,3	+0,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Jura			BFC	
	T2 2020	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	10 690	+11,0	+7,3	+8,4	+5,8
DELD :					
1 à 2 ans	3 730	+6,9	+3,6	+6,6	+1,8
2 à 3 ans	1 750	+7,4	-0,6	+3,6	-6,0
3 ans et plus	2 430	+5,2	+4,7	+3,0	+3,5
Total DELD	7 910	+6,5	+2,9	+4,6	+0,6
Part des DELD	42,5%	-1,1 pt	-1,1 pt	-0,9 pt	-1,2 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2020	Moyenne annuelle à fin du T1 2020	
		2020	2019
Assurance chômage	9 690	9 690	9 560
Solidarité - Etat	830	830	870
Total DE indemnisés	10 520	10 520	10 430
Formation	890	890	840
Part des DE indemnisés* :			
Jura :	58,4%		
BFC :	52,7%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	344	+41	+13,5	+422	+14,9
Fin de mission d'intérim	156	-22	+16,7	+421	+30,2
Démission	66	-4	-5,7	+43	+5,7
Rupture conventionnelle	96	-17	-14,8	-225	-20,4
Licenc. économique	55	+26	+89,7	+89	+28,5
Autre licenciement	106	-14	-11,9	-209	-16,3
Première entrée ⁽¹⁾	58	-1	-1,1	-133	-14,7
Retour d'inactivité ⁽²⁾	237	-89	-27,4	-855	-25,1
Réinscription rapide ⁽³⁾	146	-73	-33,3	-1 127	-36,0
Autre motif ⁽⁴⁾	75	+9	+13,6	-60	-6,1
Motif indéterminé	117	+9	+8,0	+64	+3,8
Total	1 456	-91	-5,9	-1 571	-8,8

- (1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.
(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.
(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...)
(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Jura			BFC	
	T2 2020	Var. annuelle en nbre	en %	Var. annuelle en nbre	en %
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	210	-187	-47,1	-1 870	-48,3
Entrée en stage ou formation	117	-49	-29,5	-759	-37,8
Arrêt de recherche**	134	-37	-21,8	-295	-16,2
dont maladie	67	-34	-33,6	-258	-25,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	639	-58	-8,4	-779	-9,2
Radiation administrative	9	-106	-91,9	-1 522	-92,6
Autre cas ⁽²⁾	103	-43	-29,3	-581	-37,7
Total	1 212	-480	-28,4	-5 805	-30,0

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.



La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

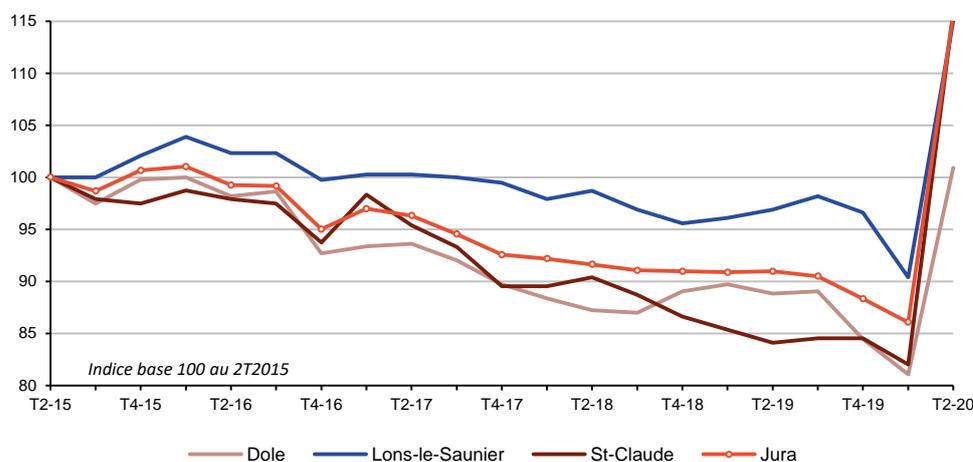
Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2020	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Dole	4 420	+24,5	+13,6	48,4	16,5	26,9	9,4
Lons-le-Saunier	4 430	+27,3	+18,8	48,5	16,0	26,9	9,5
Saint-Claude	2 770	+41,3	+37,8	45,9	15,9	26,7	11,5
Jura	12 290	+34,5	+27,2	48,0	16,6	26,4	9,9

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2017

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2020	Var. (en %) sur		Plus de un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2020	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Dole	7 220	+5,7	+0,6	3 220	+1,9	-1,2
Lons-le-Saunier	6 990	+8,0	+3,1	2 890	+4,3	+3,6
Saint-Claude	3 980	+10,6	+8,4	1 600	+4,6	-1,8
Jura	18 600	+9,0	+5,4	7 910	+6,5	+2,9

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : DIRECCTE Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
620	-11,4	440	-41,3
690	+6,2	430	-41,9
400	-2,4	230	-42,5
1 650	-11,8	1 240	-27,9

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2020.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

Focus sur l'évolution de la demande d'emploi pendant la crise sanitaire

Les évolutions d'un mois sur l'autre du nombre de demandeurs d'emploi sont souvent très volatiles et parfois difficiles à interpréter. C'est la raison pour laquelle il est généralement préférable d'en analyser les évolutions trimestrielles. Néanmoins, compte tenu du caractère inhabituel de la situation économique actuelle, les données mensuelles permettent de fournir des indications sur l'ampleur du choc en cours depuis mi-mars. Les éléments ci-dessous apportent des précisions sur ce qu'il s'est passé au mois de juin.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois en BFC

Données CVS-CJO				
Bourgogne-Franche-Comté	Avril 2020	Mai 2020	Juin 2020	Evol mens. juin/mai 2020 (en %)
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	156 460	152 590	145 790	-4,5
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	25 410	28 190	29 950	+6,2
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	37 980	42 630	50 710	+19,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	219 850	223 410	226 450	+1,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	12 870	13 350	12 010	-10,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	9 530	8 990	8 550	-4,9
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	242 250	245 750	247 010	+0,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois dans le Jura

Données CVS-CJO				
Jura	Avril 2020	Mai 2020	Juin 2020	Evol mens. juin/mai 2020 (en %)
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	12 750	12 400	11 710	-5,6
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte (catégorie B)	2 190	2 430	2 590	+6,6
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue (catégorie C)	3 420	3 800	4 500	+18,4
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	18 360	18 630	18 800	+0,9
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	1 160	1 250	1 170	-6,4
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	940	890	850	-4,5
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	20 460	20 770	20 820	+0,2

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

BAISSE DE LA DEMANDE D'EMPLOI EN JUIN

La demande d'emploi de catégorie A diminue de 5,6% dans le Jura au mois de juin. Cette évolution est la plus importante observée dans la région. Cependant, et malgré la baisse observée au mois de mai, le nombre de demandeurs d'emploi reste historiquement très important.

Le nombre de demandeurs d'emploi des catégories B et C progresse, signant la reprise de l'emploi en activité réduite.

Les entreprises

Activité partielle

Données CJO*		Jura	
		T2 2020	Evol./T2 2019
Heures autorisées		(en nbre)	
Nombre de demandes		1 001	+973
Volume d'heures autorisées		12 390 310	+12 334 939
dont :	Agriculture	101 947	+101 947
	Industrie	4 288 146	+4 247 608
	Construction	1 553 818	+1 542 960
	Commerce	2 190 716	+2 189 624
	Services	4 255 683	+4 252 800
Etablissements autorisés		922	+894
dont :	étabs de 50 sal. et plus	59	/
Nombre de salariés concernés**		2 069	+2 020
Total heures autorisées 12 mois glissés		14 710 669	+14 416 582

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

n.s. : non significatif

** nombre moyen mensuel

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

		Jura	
		T1 2020	Evol./T1 2019
Heures consommées		(en nbre)	
Nombre d'heures consommées*		919 754	+900 474
dont :	Agriculture	4 108	+4 108
	Industrie	251 254	+240 453
	Construction	135 128	+132 620
	Commerce	170 749	+170 262
	Services	357 227	+351 741
Etabs ayant consommé des heures		3 429	+3 379
dont :	étabs de 50 sal. et plus	103	/
Nombre de salariés concernés**		7 020	+6 855
Total heures consommées 12 mois glissés		945 495	+883 465

Source : DARES/DIRECCTE BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** nombre moyen mensuel

n.s. : non significatif

Avertissement : Les données de l'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées

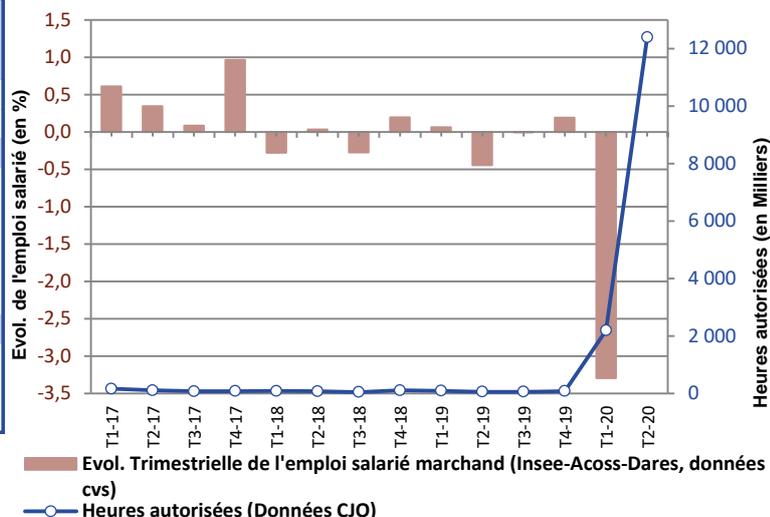
Créations d'entreprises

Données brutes		Jura	
		T2 2020	Evol./T2 2019
Créations d'entreprises		(en %)	
Nombre de créations d'entreprises		376	-19,3
dont :	Entreprises individuelles	98	-32,9
	Micro-entrepreneurs	190	-5,9
	Sociétés	88	-25,4
Cumul sur 12 mois glissés		1 915	+9,0
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		186	-29,5
Cumul sur 12 mois glissés		1 022	+0,2

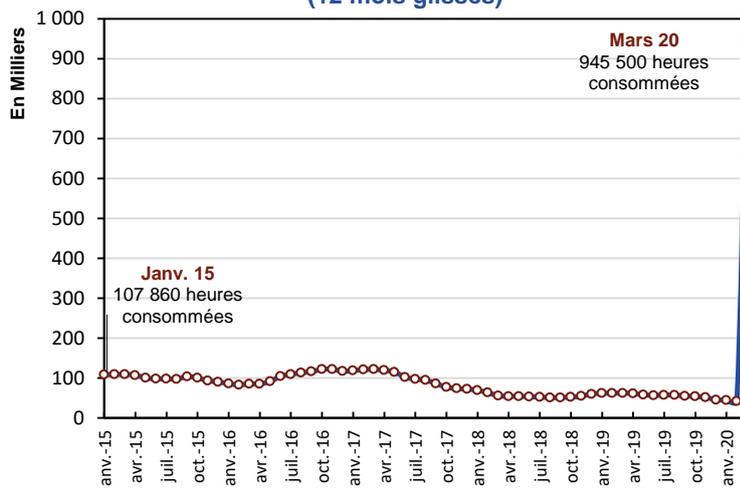
Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Activité partielle : heures autorisées



Activité partielle : évolution des heures consommées (12 mois glissés)



Défaillances d'entreprises

		Jura	
		T2 2020	Evol./T2 2019
Ouvertures de procédures		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		29	-44,2
dont :	Sauvegardes	0	n.s.
	Redressements judiciaires	8	-60,0
	Liquidations judiciaires directes	21	-34,4
Nombre d'emplois menacés		102	-11,3
dont :	Agriculture	n.s.	n.s.
	Industrie	60	+130,8
	Construction	18	-50,0
	Commerce	15	-6,3
	Services	5	-86,5
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		153	-8,4

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement DIRECCTE BFC-SESE

n.s. : non significatif

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Jura 1 ^{er} trimestre 2020 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %	en nbre	en %		
Agriculture	1 320	-80	-5,4	+80	+6,1	1 320	-80	-5,4	+80	+6,1
Industrie	19 020	-290	-1,5	-460	-2,3	19 960	-1 170	-5,5	-1 460	-6,8
Industrie agro-alimentaire	3 940	-80	-2,0	0	-0,0	4 330	-120	-2,7	-80	-1,8
Industries extractives, énergie, eau, déchets	1 220	-20	-1,4	-30	-2,1	1 260	-40	-3,0	-50	-3,7
Equipements élec. électron. info., autres machines	990	-10	-1,1	-40	-3,9	1 010	-60	-5,2	-80	-7,7
Matériels de transport	460	0	-0,2	0	-1,1	490	-70	-13,2	-100	-17,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	12 410	-180	-1,4	-380	-3,0	12 870	-880	-6,4	-1 150	-8,2
Construction	5 060	-20	-0,4	-80	-1,5	5 230	-230	-4,2	-300	-5,4
Commerce ; réparation auto.	11 210	-50	-0,4	+40	+0,3	11 410	-130	-1,1	-30	-0,3
Services marchands	17 040	-180	-1,1	-260	-1,5	17 490	-280	-1,6	-320	-1,8
Transports et entreposage	4 300	+50	+1,2	0	+0,1	4 400	+20	+0,4	-40	-1,0
Hébergement et restauration	2 640	-160	-5,6	-140	-4,9	2 650	-160	-5,7	-150	-5,2
Information et communication	320	-10	-1,9	-20	-6,6	320	-10	-1,9	-20	-6,8
Services financiers	1 350	-10	-0,4	+10	+0,4	1 360	-20	-1,3	-10	-1,0
Services immobiliers	440	0	+0,6	0	-0,3	440	-10	-1,9	-10	-2,3
Services aux entreprises	4 210	-20	-0,4	-50	-1,2	4 530	-40	-1,0	-20	-0,4
Services aux ménages	3 780	-50	-1,2	-50	-1,4	3 790	-60	-1,5	-60	-1,6
Services non marchands	28 260	-110	-0,4	+340	+1,2	28 270	-120	-0,4	+330	+1,2
Ensemble	81 920	-730	-0,9	-340	-0,4	83 680	-2 000	-2,3	-1 700	-2,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

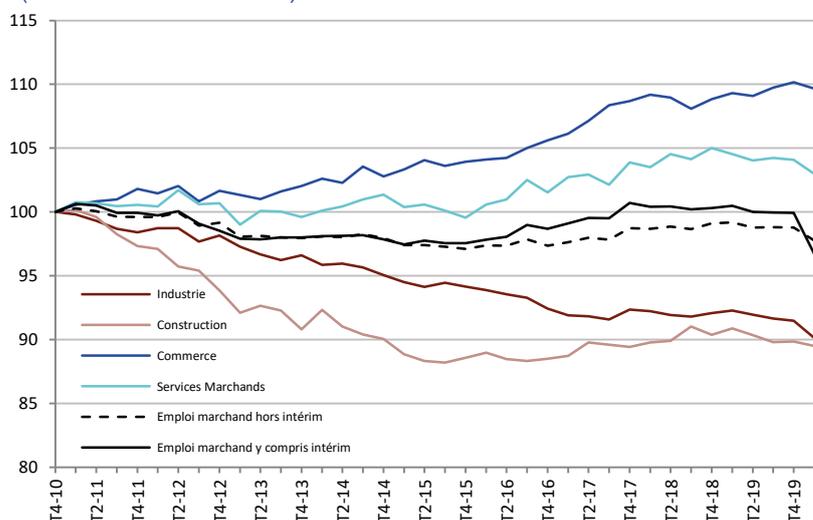
Traitement : Direccte BFC-SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

● dans les secteurs d'activité du département

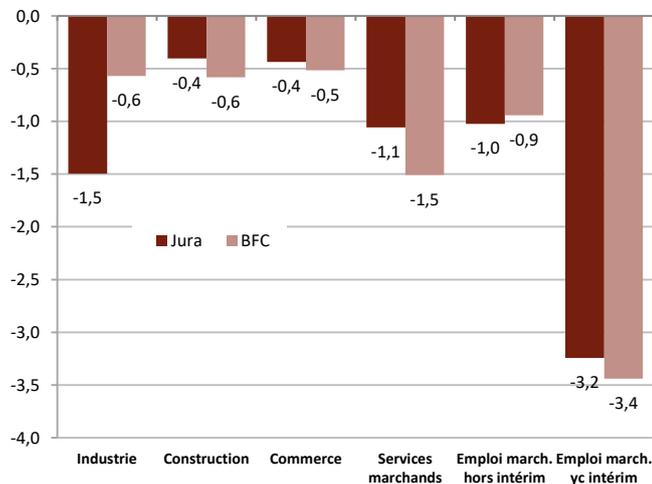
(base 100 au 31/12/2010)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

● dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2019 et le 1^{er} trim. 2020, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Jura 1 ^{er} trimestre 2020 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	< 5	/	/	0,1	-0,0	< 5	/	/	1,1	-0,8
Industrie	940	-50,9	-53,9	4,7	-4,8	1 710	-6,0	-12,8	2,3	+0,1
Construction	210	-59,0	-61,5	3,9	-5,6	460	-8,0	-11,5	3,2	+0,3
Commerce	230	-31,0	-32,8	2,0	-1,0	320	-3,0	-5,9	1,5	0,0
Services	480	-25,1	-17,5	2,8	-0,5	620	-4,6	+12,7	1,4	+0,2
Ensemble	1 860	-45,2	-46,9	3,4	-2,7	3 110	-5,8	-7,4	2,1	+0,1

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

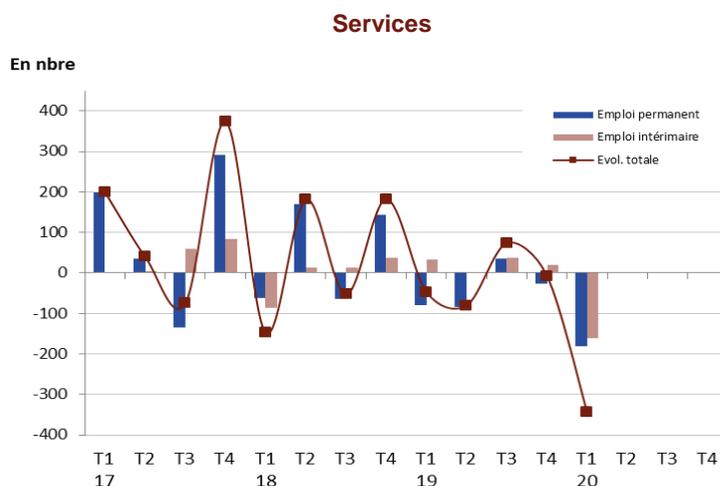
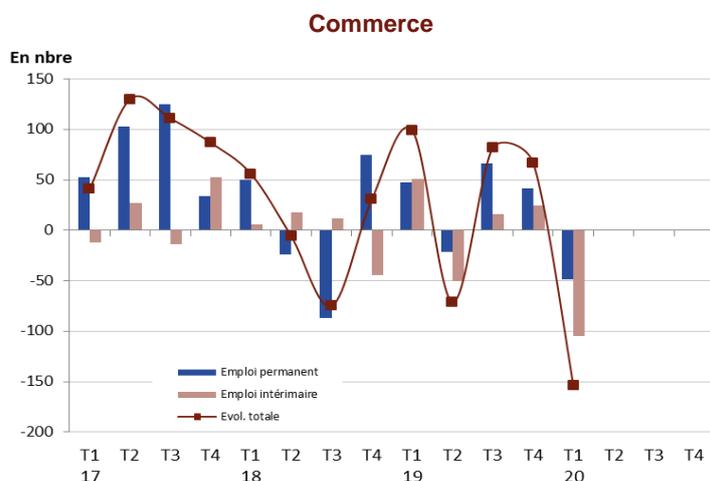
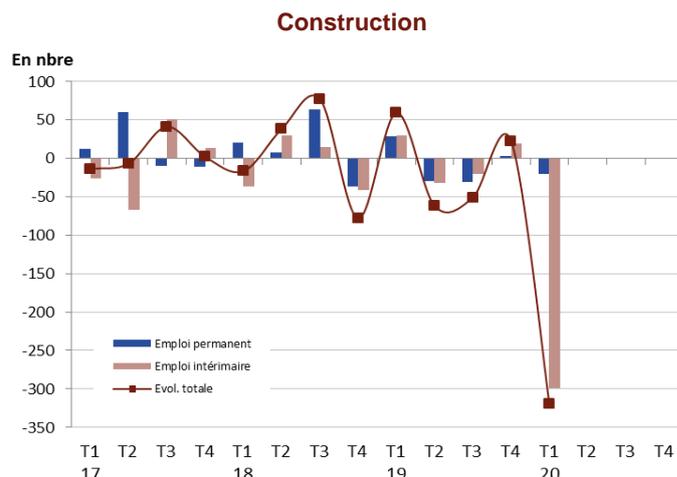
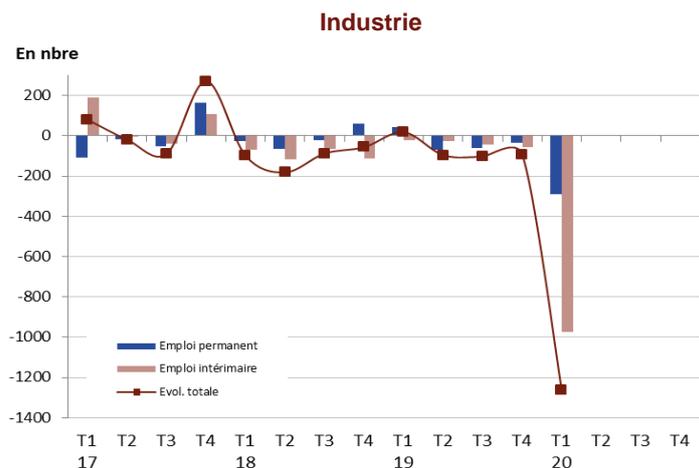
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe bordeaux
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en rose)

Sources : Acoess-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

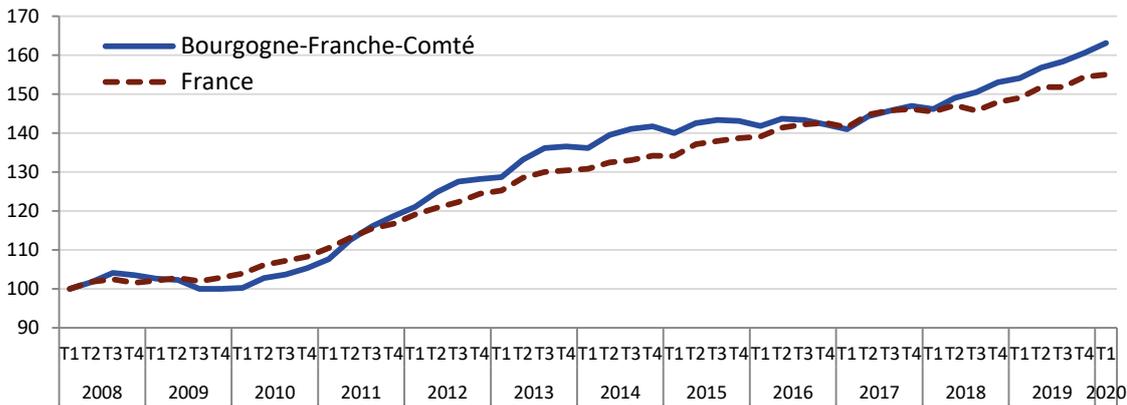
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2020	Actifs occupés RP 2017	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	220 035	211 810	22,4	-1,6	-2 460	-1,1	136	0,4	+5,4	+17	+14,3
Doubs	220 144	190 400	20,1	-2,7	-5 650	-2,9	27 429	72,1	+1,6	+1 509	+5,8
Jura	104 942	83 680	8,8	-2,3	-1 700	-2,0	6 418	16,9	+2,0	+377	+6,2
Nièvre	72 021	64 660	6,8	-2,2	-1 670	-2,5	14	0,0	+16,7	-1	-6,7
Haute-Saône	92 555	64 300	6,8	-2,8	-1 690	-2,6	471	1,2	+0,2	+28	+6,3
Saône-et-Loire	211 733	178 210	18,8	-2,4	-4 910	-2,7	145	0,4	+0,7	+6	+4,3
Yonne	127 268	105 470	11,1	-2,3	-2 520	-2,3	15	0,0	+7,1	+4	+36,4
Territoire de Belfort	55 455	48 570	5,1	-3,2	-1 950	-3,9	3 435	9,0	+1,1	+172	+5,3
BFC	1 104 152	947 110	100,0	-2,3	-22 570	-2,3	38 063	100,0	+1,6	+2 112	+5,9

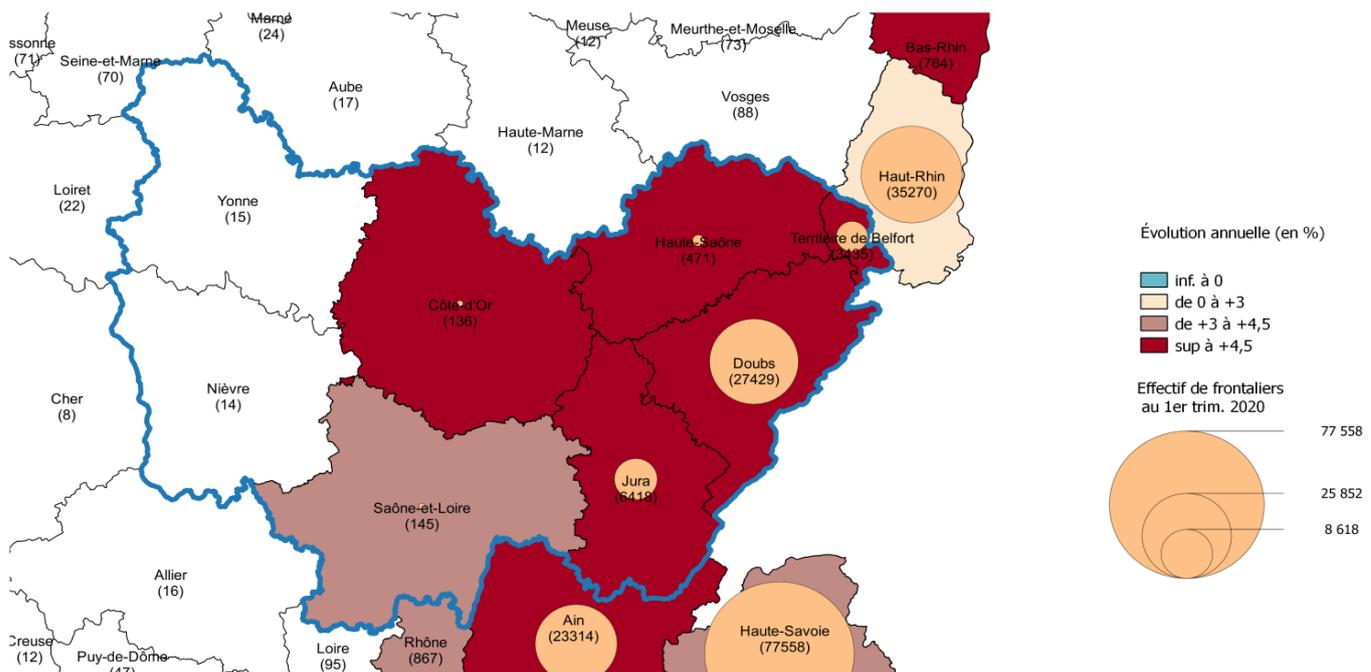
Sources : INSEE - RP 2017 (enquêtes annuelles 2015 à 2019) ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de 5,8 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 27 429 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Jura			BFC Var.(%)/ cumul 2019
	T2 2020	Cumul 2020	Var.(%)/ cumul 2019	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :				
CAE - PEC	52	109	-40,8	-32,0
dont Education Nat.	ns	7	-63,2	-84,0
dont Collectivités	9	15	-48,3	-24,1
dont résidents QPV	7	11	-64,5	-45,6
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	101	255	-12,1	-1,9
dont Garantie Jeunes	11	51	-50,5	-42,5
dont résidents QPV	7	23	-37,8	-12,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 4T2019)				
- secteur privé	808	1 582	+20,5	+15,3
- secteur public	18	43	+2,4	+1,5

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/
	2019	2019	cumul 2018
Côte d'Or	372	1 601	+0,1
Doubs	463	2 174	-7,8
Jura	328	1 333	+22,7
Nièvre	180	759	-2,3
Haute-Saône	145	679	-3,7
Saône-et-Loire	421	1 645	-4,0
Yonne	377	1 671	-11,1
Territoire de Belfort	92	430	-7,9
BFC	2 378	10 292	-2,8

Sources des tableaux :

Entrées :

CAE-PEC (Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi - Parcours Emploi Compétence) : DGEFP
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP
 PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : i-milo et DGEFP
 Contrat d'apprentissage : Chambres consulaires / Directe-Unités départementales de Bourgogne-Franche-Comté
 IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

CAE-PEC : DARES
 Emploi d'avenir : DARES
 Garantie jeunes : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté et DGEFP

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Jura		BFC Var.(%)/ trim. année précédente
	T1 2020	Var.(%)/ trim. année précédente	
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
CAE - PEC	189	-47,5	-37,8
Mesures d'accompagnement :			
Garantie Jeunes	172	+5,7	+2,0
IAE (au 4T2019)	966	+12,7	+0,6

ns : non significatif

Les contrats aidés, l'apprentissage, les structures d'insertion, etc... participent à la politique de l'Etat destinée à soutenir et développer l'emploi.

S'ils en constituent les outils les plus visibles, les politiques d'emploi s'appuient sur une palette de mesures beaucoup plus vastes qui se répartissent en deux familles :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscales.

Les dépenses pour l'emploi en France représentent 133 milliards d'euros en 2016, dont 67 milliards d'euros pour les dépenses ciblées.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail-en-2016>